

DÉLIBÉRATION**Congrès****Séance du 25 juin 2024****Point 6 de l'ordre du jour****Titularisation des chaires de professeurs juniors****Délibération****n° 148-2024****Point 6****EXPOSE DES MOTIFS :**

Instaurée par la loi de programmation pour la recherche, la chaire de professeur junior (CPJ) est un nouveau mode de recrutement permettant d'accéder à un emploi de titulaire dans le corps des professeurs de universités et assimilés ou directeurs de recherche. Les lauréates et lauréats signent une convention de recherche et d'enseignement avec l'établissement ainsi qu'un contrat de pré-titularisation dont la durée varie entre trois et six ans. Le dispositif a été précisé par le décret n°2021-1710 du 17 décembre 2021 (document joint) où l'article 22 décrit les modalités pour la titularisation. Il est demandé aux membres du congrès de se prononcer sur les précisions apportées ci-dessous sur la procédure de titularisation.

Résultat du vote :

Nombre de membres en exercice	127
Nombre de votants	67
Nombre de voix pour	54
Nombre de voix contre	9
Nombre d'abstentions	4
Ne participe pas au vote	0

Proposition de délibération :

Le Congrès de l'Université de Strasbourg approuve :

Proposition de la mise en place d'un comité de suivi de chaque CPJ à mi-parcours :

Composition : 1 représentant de l'Unité de Recherche + 1 représentant de la composante de rattachement + 1 référent extérieur à la composante et à l'unité de recherche + référent scientifique de la CPJ

Rapport mis au dossier de titularisation

Composition du comité de titularisation :

Composé à parité du VP recherche ou formation qui préside le comité, 3 membres spécialistes de la discipline scientifique externes à l'Unistra, le directeur ou son représentant de l'Unité de Recherche, le directeur ou son représentant de la composante. Validation du comité en Conseil académique restreint.

Critères de titularisation :

- Obtention de la HDR 3 mois avant la fin du contrat avec inscription l'année précédente.
- Bilan par rapport à la recherche et l'enseignement de la fiche projet cpj
 - . Rapport du référent à mi-parcours
 - . Rapport d'activité à fournir par le ou la titulaire de la chaire adapté du rapport d'activité demandé aux MCF pour le repyramide. (*Voir fichier joint « Rapport d'activités en lien avec le contrat CPJ »*)
 - . Audition du titulaire de la chaire devant le comité de titularisation

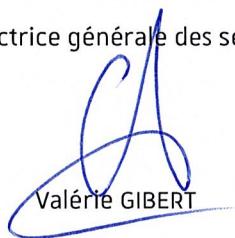
Destinataires :

- Madame la Rectrice déléguée pour l'enseignement supérieur et de la recherche
- Direction générale des services
- Direction des finances
- Agence comptable

La présente délibération du Congrès et ses éventuelles annexes sont publiées sur le site internet de l'Université de Strasbourg.

Fait à Strasbourg, le 4 septembre 2024

La Directrice générale des services



Valérie GIBERT

Chaires de professeur junior (CPJ)

Procédure de titularisation

Contexte National



L'article 4 de la loi n°2020- 1674 du 24 décembre 2020 de programmation de la recherche a créé aux articles L. 422-3 du code de la recherche et L. 952-6-2 du code de l'éducation un nouveau type de contrat de pré-titularisation dénommé « **Chaire de professeur junior** ». Le dispositif a été précisé par le décret n° 2021-1710 du 17 décembre 2021 figurant en PJ. <https://www.legifrance.gouv.fr/jorf/id/JORFTEXT000044518389>

Les chaires de professeur junior constituent une **nouvelle voie de recrutement sur projet de recherche et d'enseignement** permettant à son terme, entre 3 et 6 ans, et après évaluation de la valeur scientifique et de l'aptitude professionnelle de l'agent par une commission de titularisation, **d'accéder à un emploi titulaire** dans les corps de professeurs des universités et assimilés ou de directeurs de recherche.

Les obligations de service d'enseignement peuvent être fixées de façon pluriannuelle sur la durée du contrat, sans être inférieures :

1° Pour les agents ayant vocation à être titularisés dans un corps de professeurs relevant du titre V du livre IX du code de l'éducation à une référence annuelle de 42 heures de cours magistral ou de 64 heures de travaux pratiques ou dirigés, ou toute combinaison équivalente ;

2° Pour les agents ayant vocation à être titularisés dans un corps de directeurs de recherche, de 28 heures de cours magistral ou de 42 heures de travaux pratiques ou dirigés, ou toute combinaison équivalente.

Ces obligations de service doivent laisser à chaque agent un temps significatif pour ses activités de recherche. Pendant la durée du contrat, il ne peut effectuer de travaux supplémentaires ni de cours complémentaires.

Procédure de recrutement :

- Appel à candidature sur projet Recherche et Enseignement
- Comité de sélection
 - 6 à 10 membres nommés par le Président avec 1 personnalité de nationalité étrangère
 - Sélection d'une candidature en 2022 – liste possible dès 2023
- Contrat de pré-titularisation
 - Prix en charge du salaire minimum MESRI – 41 331 € brut annuel (IM 735)
- Convention ANR – Etablissement
 - Financement ANR de 200 k€

Campagne nationale 2021 : 92 chaires (74 Etablissements Supérieurs - 18 ONR)

L'Unistra n'a pas participé à la campagne 2021

Campagne nationale 2022 : 135 chaires (86 Etablissements Supérieurs - 49 ONR)

Unistra 2022 : 19 projets proposés (2 en SHS / DGE - 12 en ST - 5 en VS) → 4 succès

Co-construction avec Unités et Composantes

NOM	Age	Sujet CPJ	Durée (an)	Composante	Unité de recherche
BERGOT Louis-Patrick	32	Littérature et Ecologie	6	Faculté des lettres	Configuration Littéraire - CL
LIU Lu	31	Assainissement – Démantèlement	4	Faculté de chimie / Faculté de physique et ingénierie	Institut Pluridisciplinaire Hubert Curien - IPHC
VAHDATI Mehdi	32	Matériaux hiérarchiques bio-inspirés	6	Faculté de physique et ingénierie	Institut Charles Sadron - ICS
SOLARO Cyrille	34	Sciences et Technologies Quantiques Interdisciplinaires	4 Début 1/12/2023	Télécom Physique Strasbourg	Institut de Science et d'ingénierie Suparmoléculaires - ISIS

Campagne nationale 2023 : 177 chaires (120 Etablissements Supérieurs - 57 ONR)

16 projets déposés par les Unités - Co-construction avec Unités, Composantes et ITIs

5 projets déposés par Unistra → 4 succès

NOM	Age	Sujet CPJ	Durée (an)	Composante	Unité de recherche
DELTORN Jean-Marc	53	Dynamique Européenne des Normes & Technologies Emergentes	4	Centre d'études internationales de la propriété intellectuelle (CEIPI)	CEIPI et Bureau d'Economie Théorique et Appliquée - BETA
DE MARCO Maria Letizia	33	Nanophysique pour la frugalité	5	Faculté de physique et ingénierie	Institut de Physique et Chimie des Matériaux de Strasbourg - IPCMS
<i>Non pourvue Réouverture en 2024</i>	32	Robotique - Synthèse chimique automatisée	5	Faculté de chimie	Chimie de la Matière Complexe - CMC
BAHUGUBA Jyotika	40	Neurosciences Computационnelles	5	Faculté des sciences de la vie	Laboratoires de l'ITI NeuroStra - INCI, LNCA, INSERM U1114

Campagne nationale 2024 et 2025 :

Nouvelle procédure – Attribution sur 3 ans : 2023 – 2025 – 0 à 4 propositions/an



MINISTÈRE
DE L'ENSEIGNEMENT
SUPÉRIEUR
ET DE LA RECHERCHE

*Liberté
Égalité
Fraternité*

Direction générale de la recherche
et de l'innovation

Direction générale
de l'enseignement supérieur
et de l'insertion professionnelle

« *Ainsi, au regard du nombre d'enseignants-chercheurs titulaires de votre établissement, et afin de vous apporter une visibilité pluriannuelle, nous vous informons que votre établissement **bénéficie d'un socle de 3 CPJ par an, en 2024 et en 2025. (*)*** »

Campagne nationale 2024 :

4 projets déposés par Unistra → 4 succès

Recrutements en cours

Sujet CPJ	Durée (an)	Composante	Unité de recherche
modélisation mathématique et problèmes inverses pour les biomathématiques et la santé	4	UFR math-info	Institut de Recherche Mathématique avancée -IRMA
Grandes masses de données à l'ère de SKA (Square Kilometer Array)	4	Observatoire astronomique de Strasbourg	Observatoire astronomique de Strasbourg - ObAS
Approches génomiques pour l'exploration et la préservation de la biodiversité	5	Faculté des sciences de la vie	Laboratoire des sciences de l'ingénieur, de l'informatique et de l'imagerie -ICUBE
Études culturelles et groupes minorisés. Approches interdisciplinaires des cultures minoritaires	4	Faculté des sciences sociales	Laboratoire interdisciplinaire en études culturelles - LinCS

Procédure de Titularisation

Groupe de travail : (réunion le 11 juillet 2023)

Benoit Masquida, Membre élu CFVU

Rachel Schurammer, Membre élue CFVU

Emmanuelle Sempere , Membre élue CR

Delphine Chan-Seng , Membre élue CR

Rémi Barillon, Vice-président Recherche, Formation Doctorale et Science Ouverte

Alexandra Knaebel, Vice-présidente Formation et parcours de réussite

Elisabeth Demont, Vice-présidente Ressources humaines et dialogue social



Article 22

I. - Deux mois au plus tard avant le terme du contrat, l'aptitude professionnelle et le parcours de titularisation de l'agent sont examinés par une commission de titularisation dont les membres, y compris son président, sont désignés par l'autorité responsable de l'organisation du recrutement.

Pour l'agent ayant vocation à être titularisé dans un corps de professeurs relevant du titre V du livre IX du code de l'éducation, la commission de titularisation apprécie sa capacité à diriger des recherches au vu du haut niveau scientifique de l'agent, du caractère original de sa démarche dans le domaine de la science pour lequel il a été recruté, de son aptitude à maîtriser une stratégie de recherche dans un domaine scientifique ou technologique suffisamment large et, le cas échéant, de sa capacité à encadrer des jeunes chercheurs.

II. - La commission est composée d'au moins quatre membres et d'au plus six membres. Ils sont choisis en raison de leurs compétences, en majorité parmi les spécialistes du domaine de recherche considéré.

Sont considérés comme membres extérieurs à l'établissement les chercheurs, enseignants-chercheurs et personnels assimilés qui n'ont pas la qualité d'électeur pour les élections au conseil d'administration de l'établissement dans lequel l'emploi est à pourvoir.

III. - La commission de titularisation se prononce au vu du dossier de l'agent et après son audition. Le dossier de l'intéressé contient notamment le document de suivi du parcours de titularisation établi par le référent scientifique, l'avis de ce dernier sur l'aptitude de l'agent, ainsi que les observations le cas échéant apportées par l'agent. En cas de partage égal des voix, celle du président est prépondérante.

Proposition de la mise en place d'un comité de suivi de chaque CPJ à mi-parcours :

Composition : 1 représentant de l'Unité de Recherche + 1 représentant de la composante de rattachement + 1 référent extérieur à la composante et à l'unité de recherche + référent scientifique de la CPJ

Rapport mis au dossier de titularisation

Composition du comité de titularisation :

VP recherche (pdt comité) + VP formation + 2 membres spécialistes de la discipline scientifique externes à l'Unistra + Direction ou représentant de l'Unité de Recherche + Direction ou représentant de la composante. Validation du comité en CACr.

Critères de titularisation :

- Obtention de la HDR 3 mois avant la fin du contrat avec inscription l'année précédente
- Bilan par rapport à la recherche et l'enseignement de la fiche projet cpj
 - Rapport du référent à mi-parcours
 - Rapport d'activité à fournir par le ou la titulaire de la chaire adapté du rapport d'activité demandé aux MCF pour le repyramide. *Voir fichier joint « Rapport d'activités en lien avec le contrat CPJ »*
- Audition du titulaire de la chaire devant le comité de titularisation

Ces propositions ont été présentées en CFVU et en CR

Extrait PV CFVU du 20 février 2024

« *Mme Alexandra KNAEBEL explique que l'établissement doit définir sa procédure de titularisation des chaires de professeur junior, sachant qu'un décret cadre déjà un certain nombre de points. L'année précédente, un groupe de travail avait été constitué au niveau de l'établissement pour formuler une première proposition sur cette procédure, et il a rédigé un compte rendu. Cette procédure sera soumise au vote d'un prochain conseil académique.*

Mme Rachel SCHURHAMMER rapporte que le groupe de travail a insisté pour que soient mis en place un comité de suivi et un comité de titularisation ad hoc des représentants, notamment extérieurs à l'université. Le groupe a prévu une titularisation en deux phases, avec un comité de suivi à mi-parcours. Ce comité de suivi est composé d'un représentant d'unité de recherche et d'un représentant de la composante. Chaque titulaire de chaire a déjà des référents : un référent recherche et un référent dans la composante où il assure ses enseignements, un référent extérieur à la composante et à l'unité de recherche, ainsi qu'un référent scientifique de la CPJ. Au moment de la titularisation, le rapport du comité de suivi sera ajouté au dossier. Le comité de titularisation, qui doit être composé de quatre à six membres selon le décret, comprend le VP Recherche, le VP formation, deux spécialistes de la discipline scientifique externe à l'Unistra, un représentant de la direction d'unité de recherche et un représentant de la composante. Les critères de titularisation sont l'obtention de l'HDR au moins trois mois avant la fin de contrat, un bilan sur la recherche et l'enseignement, et l'audition du titulaire par le comité de titularisation.

M. Benoît MASQUIDA encourage les candidats CPJ à passer leur HDR assez rapidement.

M. Thierry PRADIER se renseigne sur les règles officielles qui encadrent les comités de sélection des CPJ.

M. Benoît MASQUIDA répond que l'article 9 du décret stipule qu'un comité de sélection doit être composé de six membres au minimum et de dix membres au maximum.

M. Jean-Daniel BOYER voudrait savoir si le nombre de membres extérieurs du comité de titularisation pourrait être augmenté.

Mme Alexandra KNAEBEL répond que ce comité doit être composé de quatre à six membres. »

« M. BARILLON rappelle que le point a été présenté à la CFVU la semaine dernière. Il cite les personnes concernées. Le décret encadre précisément ce mode de titularisation, dont la mise en place d'un comité de suivi de chaque CPJ à mi-parcours. Le comité de suivi à mi-parcours regrouperait un représentant de l'unité de recherche de rattachement de la personne, un représentant de la composante de rattachement, un référent hors de l'unité de recherche et de la composante et un référent scientifique CPJ. Le but est de faire un bilan de l'installation à mi-parcours, de détecter les difficultés rencontrées et de proposer des améliorations.

Concernant les critères de titularisation, il sera clairement demandé à chaque candidat de passer son HDR au minimum trois mois avant la fin du contrat avec une inscription l'année précédente. Pour l'Université de Strasbourg, l'HDR doit être obligatoire avant titularisation.

Concernant le bilan de la recherche et l'enseignement sur la fiche projet CPJ, l'Université de Strasbourg a adapté le document qu'elle soumet à tous les enseignants-chercheurs pour passer professeurs. Elle le soumettra aux chaires pour qu'ils le remplissent le plus précisément possible.

Enfin, le comité de titularisation regroupe entre quatre et six personnes. Sont proposés un représentant de l'établissement et un de la formation, un spécialiste de la discipline scientifique externe à l'Unistra, un membre de la direction représentant l'unité de recherche et un membre représentant la direction de la composante. Il est proposé de valider le comité en CAC restreint.

Cette proposition devra être votée dans un prochain conseil académique (CAC) pour être adoptée et mise en place. Idéalement, ce suivi à mi-parcours devra être prêt en septembre afin que quelques lauréats concernés puissent participer à ce premier entretien.

Un intervenant souhaite savoir qui va rechercher les membres spécialistes externes.

M. BARILLON indique que cela sera validé, éventuellement en conseil académique restreint. Des propositions seront soumises au conseil académique, comme pour n'importe quel comité de recrutement d'un maître de conférences ou d'un professeur.

Un intervenant demande ce qu'est un référent scientifique CPJ.

M. BARILLON répond que c'est souvent la personne ayant proposé la création de la chaire.

M. LAQUERRIERE s'interroge sur la durée du contrat des lauréats.

M. BARILLON indique que la durée est définie au début du projet à quatre, cinq ou six ans. Elle peut être prolongée dans la limite de six années si le travail de titularisation n'est pas abouti. Il ajoute que la création d'une CPJ déclenche automatiquement la création d'un poste de professeur.

M. LAQUERRIERE demande si l'Unistra a un droit de regard sur la titularisation des CPJ au CNRS, INSERM et ONR.

M. BARILLON répond par la négative, à moins d'être invité au comité de suivi de la titularisation. Compte tenu des bonnes relations avec l'Inserm et le CNRS, l'Unistra pourra être sollicitée.

Le projet sera présenté au CAC. Il espère un vote avant l'été pour mise en place en septembre. »

Extrait PV CR du 20 mars 2024

Rapport d'activités en lien avec le contrat CPJ

Ce document est une trame pour aider à rédiger votre rapport des activités réalisées depuis votre nomination sur la chaire professeur junior dans le cadre d'une demande de titularisation. Les candidats sont invités à renseigner autant que possible les différentes rubriques afin de renseigner au mieux les membres de la commission de titularisation

Nom d'usage : Prénom :

Discipline/section :

Unité de recherche :

Composante d'affectation :

Synthèse du parcours professionnel et contexte d'exercice principalement centré sur la durée du contrat

Présentation chronologique des principales étapes de la carrière faisant apparaître les éléments les plus significatifs (diplômes, positions, principales responsabilités et activités) Présentation de l'évolution éventuelles des activités (rubrique limitée à 9000 caractères, blancs non compris, soit 3 pages maximum)

Investissement pédagogique

1. Présentation synthétique de l'activité d'enseignement : *principaux enseignements en mettant l'accent sur les thématiques enseignées, les pratiques pédagogiques, les activités particulières : création d'un enseignement, transformation des enseignements.*

Présentation des enseignements faisant apparaître la catégorie de diplôme (national, universitaire) le niveau (LMD), le type de formation (formation initiale / continue, professionnelle, présentielle / à distance), la nature (cours magistraux, TP, TD, encadrement de travaux de fin d'étude et de stages), les effectifs, le volume horaire (ce descriptif sera complété sous la forme d'un tableau détaillé en annexe)

Tableau des enseignements

Année	Niveau	Diplôme	Intitulé	Type de formation (1)	Nature (2)	Effectifs	Volume horaire annuel

(1) formation initiale / continue, professionnelle, présentielle / à distance

(2) cours magistraux, TP, TD, encadrement de travaux de fin d'étude et de stages

2. Le cas échéant, préciser d'autres implications pédagogiques, en particulier *animation, participation à un montage de formation conception et réalisation de ressources pédagogiques, soutien à l'insertion professionnelle, diffusion, rayonnement, activités nationales, internationales.*

Activité scientifique

1. Présentation synthétique des thématiques de recherche : *grands axes de recherches et apport dans le ou les domaines concernés*

2. Publications et productions scientifiques : *présentation, en quelques lignes, des publications (ou brevets, logiciels, compte rendus, rapports) jugées les plus significatives (Liste complète en annexe 1 sans transmission des documents)*

3. Encadrement doctoral et scientifique (*Liste complète en annexe 2*)

4. Diffusion et rayonnement

- *expertise (organismes nationaux ou internationaux)*
- *activités éditoriales (expertises, responsabilités de collections...)*
- *diffusion du savoir (vulgarisation), responsabilités et activités au sein des sociétés savantes ou associations*
- *organisation colloques, conférences, journées d'étude*
- *participation et/ou création de réseaux de recherche, invitations dans des universités étrangères...*

5. *Contrats de recherche évalués suite à appel à projet ou de gré à gré (préciser l'organisme/partenaire, les dates, le rôle, les ressources financières et humaines)*

Le cas échéant, autres responsabilités collectives et d'intérêt général ou toute autre activité témoignant participation à la vie institutionnelle

Autres informations

Rubrique pour la présentation de situations particulières ou d'actions non mentionnées précédemment. Cette rubrique est destinée notamment aux personnels reconnus travailleurs handicapés (RQTH) pour leur permettre de présenter l'ensemble des activités exercées en compensation de leur handicap.

ANNEXES

1. Liste classée des publications (celles-ci ne doivent pas être jointes)

(Dans la liste des auteurs mettre votre nom en gras et souligner le nom des étudiants encadrés)

Présentation des publications selon les spécificités disciplinaires. Les candidats sont invités à se reporter aux éventuelles préconisations formulées par leur section.

- *Articles dans revues internationales à comité de lecture*
- *Articles dans revues nationales à comité de lecture*
- *Ouvrages individuels et direction d'ouvrages collectifs*
- *Chapitres d'ouvrages*
- *Brevets, licences, logiciels*
- *Actes publiés de conférences internationales, congrès et colloques...*
- *Autres*

2. Liste des Masters et thèses co-encadrées

- *Thèses soutenues (en précisant, date début, date fin, taux de co-encadrement et co-encadrants, les publications, le devenir des docteurs)*
- *Thèses en cours (en précisant date début, taux de co-encadrement et co-encadrants, les publications)*
- *Masters soutenus*
- *Master en cours*



**RÉPUBLIQUE
FRANÇAISE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

Légifrance

Le service public de la diffusion du droit

Décret n° 2021-1710 du 17 décembre 2021 relatif au contrat de chaire de professeur junior prévu par l'article L. 952-6-2 du code de l'éducation et par l'article L. 422-3 du code de la recherche

NOR : ESRH2118417D

Accéder à la version consolidée

ELI : <https://www.legifrance.gouv.fr/eli/decret/2021/12/17/ESRH2118417D/jo/texte>

Alias : <https://www.legifrance.gouv.fr/eli/decret/2021/12/17/2021-1710/jo/texte>

JORF n°0295 du 19 décembre 2021

Texte n° 142

Version initiale

Publics concernés : titulaires d'un doctorat candidats à un appel à projets de recherche et d'enseignement par un contrat donnant vocation à la titularisation dans les corps de professeurs des universités ou assimilés relevant du titre V du livre IX du code de l'éducation et de directeurs de recherche.

Objet : modalités de recrutement sur projet de recherche et d'enseignement par un contrat dénommé « Chaire de professeur junior » permettant à son terme, et après évaluation de la valeur scientifique et de l'aptitude professionnelle de l'agent par une commission de titularisation, d'accéder à un emploi titulaire dans les corps de professeurs des universités ou assimilés ou de directeurs de recherche.

Entrée en vigueur : le décret entre en vigueur le lendemain de sa publication.

Notice : le décret détermine les modalités d'application des articles L. 422-3 du code de la recherche et L. 952-6-2 du code de l'éducation qui créent un nouveau type de contrat donnant vocation à la titularisation dans les corps de professeurs des universités ou assimilés et de directeurs de recherche, dénommé « Chaire de professeur junior ». Il fixe notamment les conditions d'équivalence de diplôme exigées pour le recrutement sur projet de recherche et d'enseignement en qualité d'agent contractuel, les modalités de la procédure de sélection, les conditions de renouvellement du contrat, les modalités d'appréciation, avant la titularisation, de la valeur scientifique et de l'aptitude à exercer les missions de chacun des corps, les modalités de nomination des membres des commissions de sélection et de titularisation et les conditions de l'engagement de servir.

Références : le décret peut être consulté sur le site Légifrance (<https://www.legifrance.gouv.fr>).

Le Premier ministre,

Sur le rapport de la ministre de l'enseignement supérieur, de la recherche et de l'innovation,

Vu le code de l'éducation, notamment ses articles L. 952-2 et L. 952-6-2 ;

Vu le code de la recherche, notamment ses articles L. 411-3 et L. 422-3 ;

Vu la loi n° 83-634 du 13 juillet 1983 modifiée portant droits et obligations des fonctionnaires, ensemble la loi n° 84-16 du 11 janvier 1984 modifiée portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique de l'Etat ;

Vu le décret n° 83-1260 du 30 décembre 1983 modifié fixant les dispositions statutaires communes aux corps de fonctionnaires des établissements publics scientifiques et technologiques ;

Vu le décret n° 84-431 du 6 juin 1984 modifié fixant les dispositions statutaires communes applicables aux enseignants-chercheurs et portant statut particulier du corps des professeurs des universités et du corps des maîtres de conférences ;
Vu le décret n° 86-83 du 17 janvier 1986 modifié relatif aux dispositions générales applicables aux agents contractuels de l'Etat pris pour l'application des articles 7 et 7 bis de la loi n° 84-16 du 11 janvier 1984 portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique de l'Etat ;
Vu le décret n° 2000-815 du 25 août 2000 modifié relatif à l'aménagement et à la réduction du temps de travail dans la fonction publique de l'Etat et dans la magistrature ;
Vu le décret n° 2002-634 du 29 avril 2002 modifié portant création du compte épargne-temps dans la fonction publique de l'Etat et dans la magistrature ;
Vu le décret n° 2019-1414 du 19 décembre 2019 relatif à la procédure de recrutement pour pourvoir les emplois permanents de la fonction publique ouverts aux agents contractuels ;
Vu l'avis du Conseil supérieur de la fonction publique de l'Etat en date des 9 et 19 juillet 2021 ;
Le Conseil d'Etat (section de l'administration) entendu,
Décrète :

Chapitre Ier : Dispositions générales (Articles 1 à 4)

Article 1

Le présent décret précise les modalités de recrutement selon la voie du contrat à durée déterminée de droit public mentionné aux articles L. 952-6-2 du code de l'éducation et L. 422-3 du code de la recherche et dénommé contrat de chaire de professeur junior.

Article 2

Chaque année, un arrêté du ministre compétent fixe pour chaque corps, domaine de recherche et établissement public concerné, le nombre de contrats de chaire de professeur junior susceptibles d'être pourvus. Cet arrêté mentionne également le montant du financement apporté par l'agence nationale de la recherche au projet de recherche et d'enseignement associé à la chaire de professeur junior.

Dans cette perspective, le chef d'un établissement public candidat pour bénéficier de cette voie de recrutement justifie auprès du ministre compétent des besoins de cet établissement en fonction des projets nécessaires à la mise en œuvre de sa stratégie scientifique, prévue notamment dans son contrat d'établissement, ou au renforcement de son attractivité internationale.

Article 3

Le nombre de recrutements autorisés dans chaque corps pris en compte pour le calcul du nombre de postes susceptibles d'être offerts au recrutement par la présente voie en application du deuxième alinéa du I des articles L. 952-6-2 du code de l'éducation et L. 422-3 du code de la recherche correspond au nombre total de postes à pourvoir au titre de l'année civile par l'ensemble des voies d'accès au corps concerné, y compris cette voie.

Article 4

La rémunération brute mensuelle minimale versée à l'agent pendant la durée de son contrat est fixée par arrêté des ministres chargés de la recherche, de l'enseignement supérieur, du budget et de la fonction publique.

Chapitre II : Modalités de sélection et de recrutement (Articles 5 à 11)

Article 5

Les candidats qui ne sont pas titulaires d'un doctorat font reconnaître l'équivalence avec le doctorat de leurs diplômes universitaires, qualifications et titres selon l'une des procédures suivantes :

1° Pour le recrutement par contrat donnant vocation à la titularisation dans un corps de professeurs relevant du titre V du livre IX du code l'éducation, par décision du conseil académique ou, dans les établissements non dotés d'un conseil académique, du conseil scientifique ou de l'organe en tenant lieu, dans les conditions prévues au deuxième alinéa de l'article 22 du décret du 6 juin 1984 susvisé ;

2° Pour le recrutement par contrat donnant vocation à la titularisation dans un corps de directeurs de recherche, par application de l'article 17 du décret du 30 décembre 1983 susvisé.

Article 6

L'appel public à candidatures en vue de procéder au recrutement de ces agents contractuels donne lieu à l'élaboration d'avis de recrutement. Cet avis précise, pour chaque poste à pourvoir, l'intitulé du contrat et du poste concerné, le corps dans lequel l'intéressé a vocation à être titularisé, la nature et l'objet du projet de recherche et d'enseignement proposé et le montant du financement associé, la durée prévisible du projet, les conditions requises de la part des candidats, le contenu du dossier de candidature tel que défini par l'arrêté mentionné à l'article 7 du présent décret, les modalités d'organisation des auditions ainsi que la date limite de dépôt des candidatures et, le cas échéant, le nom de l'établissement public partenaire principalement chargé de l'exécution du contrat. Cet avis mentionne que seuls seront convoqués à l'audition les candidats préalablement sélectionnés sur dossier par la commission de sélection mentionnée à l'article 9.

Cet avis est publié au moins un mois avant la date limite de dépôt des candidatures sur le site internet dont dispose l'établissement dans lequel l'emploi est à pourvoir, le cas échéant sur la plateforme de publication des offres d'emploi du service ministériel compétent, sur le site internet de chaque établissement public partenaire de celui-ci et sur le site Euraxess de la Commission européenne.

Préalablement à l'ouverture du recrutement, pour chaque poste ouvert, l'autorité compétente pour organiser les opérations de recrutement décide s'il y a lieu de recourir à une ou plusieurs mises en situation et en définit les modalités à partir de celles mentionnées au troisième alinéa de l'article 10. Ces modalités, qui prennent une forme identique pour l'ensemble des candidats à un même poste, sont indiquées dans l'avis de recrutement.

Article 7

Selon des modalités précisées par arrêté du ministre intéressé, les candidats doivent adresser leur candidature :

1° Au service ministériel compétent pour les contrats donnant vocation à être titularisé dans un corps de professeurs relevant du titre V du livre IX du code l'éducation ;

2° Ou à l'établissement public de recherche recruteur pour les contrats donnant vocation à être titularisé comme directeur de recherche relevant de l'établissement.

Article 8

L'autorité organisatrice du recrutement accueille réception de chaque candidature et en vérifie la recevabilité. Elle transmet les dossiers recevables à la commission de sélection mentionnée à l'article 9.

Article 9

L'autorité de recrutement constitue la commission de sélection prévue, selon le cas, au troisième alinéa du I de l'article L 952-6-2 du code de l'éducation ou de l'article L. 422-3 du code de la recherche. Cette commission est composée d'au moins six membres et d'au plus dix membres. Ils sont choisis en raison de leurs compétences, en majorité parmi les spécialistes du domaine de recherche considéré. La composition de la commission de sélection est rendue publique avant le début de ses travaux.

Sont considérés comme membres extérieurs à l'établissement les chercheurs, enseignants-chercheurs et personnels assimilés qui n'ont pas la qualité d'électeur pour les élections au conseil d'administration de l'établissement dans lequel l'emploi est à pourvoir.

En cas de partage égal des voix, celle du président est prépondérante.

Article 10

La commission procède à un premier examen des dossiers de candidature, notamment au vu du projet de recherche et d'enseignement présenté. Au terme de cet examen, elle établit la liste des candidats sélectionnés pour une audition.

La commission auditionne alors chaque candidat sélectionné.

L'audition peut comprendre, lorsque l'avis de recrutement le prévoit, une ou plusieurs mises en situation professionnelle sur site ou à distance, sous forme notamment d'une ou plusieurs leçons sur un thème libre ou imposé, de séminaire de présentation de travaux de recherche ou de rencontre avec les étudiants ou les enseignants-chercheurs, chercheurs ou assimilés de l'unité de recherche ou d'enseignement dans laquelle le poste est ouvert. Cette mise en situation peut être publique dans les conditions prévues par l'avis de recrutement. Lors de ces phases de mise en situation, la commission de sélection agit en observateur et n'intervient que pour assurer le bon déroulement de la mise en situation.

Article 11

A l'issue des auditions, la commission de sélection délibère et se prononce en fonction des mérites des candidats, en prenant en compte la qualité, l'originalité et, le cas échéant, l'interdisciplinarité des projets de recherche et d'enseignement présentés, la motivation des candidats et leur capacité d'encadrement scientifique et pédagogique.

Après délibération, la commission désigne le candidat appelé à être recruté et en communique le nom à l'autorité organisatrice du recrutement. Cette communication est accompagnée d'un rapport de la commission comportant les appréciations sur l'ensemble des candidats auditionnés.

Si l'autorité de recrutement décide de donner suite à la procédure de recrutement, elle propose au candidat retenu un contrat de chaire de professeur junior et informe, par tout moyen approprié, les candidats non retenus de la décision de rejet de leur candidature.

Chapitre III : Le contrat (Articles 12 à 15)

Article 12

Le contrat est signé par le candidat retenu et par le chef de l'établissement public de recrutement ou, le cas échéant, par le chef de l'établissement public partenaire principalement chargé de l'exécution du contrat. Outre sa date d'effet et la définition du poste occupé, le contrat précise :

1° La dénomination des fonctions exercées, celle de l'unité de recherche ou de la composante d'affectation, ainsi que celle du corps dans lequel l'agent a vocation à être titularisé ;

2° La durée du contrat ;

3° L'intitulé précis du projet de recherche et d'enseignement retenu qui fait l'objet de la convention de recherche et d'enseignement mentionnée à l'article 16 ;

4° Les moyens garantis par l'autorité de recrutement pour la réalisation de ce projet de recherche et d'enseignement ;

5° Le nom et la qualité de la personne désignée en qualité de référent scientifique ;

6° Le montant de la rémunération brute mensuelle ;

7° Les obligations de service d'enseignement et les objectifs à atteindre en matière de recherche ;

8° Le cas échéant, les conditions particulières d'exercice de l'emploi de l'agent, notamment lorsque tout ou partie du projet de recherche et d'enseignement se déroule au sein d'un établissement partenaire.

Dans un délai de deux mois à compter de la date de signature du contrat, la convention de recherche et d'enseignement prévue à l'article 16 est annexée au contrat.

Article 13

Le contrat de chaire de professeur junior est régi, sous réserve des dispositions du présent décret, par les dispositions des titres Ier à VII et X à XIII du décret du 17 janvier 1986 susvisé, à l'exception du titre Ier bis et des articles 1, 1-3, 1-4, 3-2 à 3-10, 4, 5 à 9, 45-1-1, 45-3 à 46 et 48.

Article 14

Les obligations de service d'enseignement peuvent être fixées de façon pluriannuelle sur la durée du contrat, sans être inférieures :

1° Pour les agents ayant vocation à être titularisés dans un corps de professeurs relevant du titre V du livre IX du code de l'éducation à une référence annuelle de 42 heures de cours magistral ou de 64 heures de travaux pratiques ou dirigés, ou toute combinaison équivalente ;

2° Pour les agents ayant vocation à être titularisés dans un corps de directeurs de recherche, de 28 heures de cours magistral ou de 42 heures de travaux pratiques ou dirigés, ou toute combinaison équivalente.

Ces obligations de service doivent laisser à chaque agent un temps significatif pour ses activités de recherche. Pendant la durée du contrat, il ne peut effectuer de travaux supplémentaires ni de cours complémentaires.

Par dérogation au premier alinéa de l'article 2 du décret du 29 avril 2002 susvisé, il peut bénéficier d'un compte épargne temps. Pour les agents qui sont titularisés dans un corps soumis à régime d'obligations de service mentionné à l'article 7 du décret du 25 août 2000 susvisé, ce compte épargne temps doit être soldé dans l'année qui suit leur titularisation.

Article 15

Il peut être prévu que tout ou partie de la rémunération est versée par l'établissement public partenaire. Mention doit alors en être faite au titre des conditions particulières d'exercice de l'emploi prévues au 8° de l'article 12.

Chapitre IV : Convention de recherche et d'enseignement - suivi de l'exécution du contrat (Articles 16 à 17)

Article 16

Une convention de recherche et d'enseignement précise le parcours de titularisation à suivre par l'agent recruté en application des dispositions des articles L. 952-6-2 du code de l'éducation ou L. 422-3 du code de la recherche afin de lui permettre d'acquérir une qualification en rapport avec les missions du corps dans lequel il a vocation à être titularisé. Cette convention est signée, au plus tard dans les deux mois à compter de la date de signature du contrat, par l'établissement de recrutement et l'agent contractuel ainsi que, le cas échéant, par le ou les organismes publics ou privés partenaires à l'exécution de la convention. Elle précise notamment, pour chaque année d'exécution du contrat, dans le respect des dispositions des articles L. 952-2 du code de l'éducation ou de l'article L. 411-3 du code de la recherche :

1° Les engagements pris par l'agent sur les étapes de son projet de recherche et d'enseignement ;

2° La répartition des moyens financiers, humains et matériels, détaillés avec leur programmation sur la durée du contrat, apportés par l'établissement recruteur et le cas échéant par le ou les organismes publics ou privés partenaires, notamment dans la situation mentionnée à l'article 15 ;

3° Le partage du financement du projet de recherche et d'enseignement versé par l'agence nationale de la recherche et des droits de propriété intellectuelle entre les organismes publics ou privés partenaires ;

4° L'organisation du service d'enseignement attribué à l'agent et, le cas échéant, d'encadrement de doctorants ainsi que les possibilités de co-direction de thèse ;

5° Les objectifs envisagés en termes de publications, de participations à des colloques et de réponses à des appels à projets ;

6° Les modalités de participation à des tâches d'intérêt général dans l'établissement et à des coopérations scientifiques nationales et internationales ;

7° Les objectifs en matière de valorisation et de transfert partenarial des travaux de recherche engagés ;

8° Les modalités de suivi périodique du parcours de titularisation entre l'agent et son référent scientifique mentionné à l'article 17.

Article 17

Un référent scientifique est désigné, par l'autorité de recrutement, parmi les membres du corps dans lequel le bénéficiaire du contrat a vocation à être titularisé.

Il est chargé de suivre le déroulement du contrat et d'apporter son soutien à l'agent dans la réalisation du parcours de titularisation prévu dans la convention de recherche et d'enseignement.

A la moitié de la durée du contrat de l'agent, le référent scientifique, assisté de deux enseignants-chercheurs ou chercheurs de rang égal à celui de l'emploi susceptible d'être occupé après titularisation, réalise une évaluation dans le respect des dispositions de l'article L. 952-2 du code de l'éducation ou de l'article L. 411-3 du code de la recherche. Elle est transmise à l'intéressé, qui peut y apporter ses observations.

Un document de suivi du parcours de titularisation est établi au plus tard trois mois avant le terme du contrat et transmis à l'intéressé, qui peut y apporter ses observations dans un délai de quinze jours. Passé ce délai, le référent scientifique transmet ce document à la commission de titularisation prévue à l'article 22.

Le référent scientifique ne peut exercer ces fonctions à l'égard de plus de deux agents recrutés par contrat de chaire de professeur junior simultanément. Sur décision motivée, rendue notamment à la suite d'une demande formulée par l'agent, l'autorité responsable de la désignation du référent scientifique peut procéder à son remplacement. Dans ce cas, le contrat est modifié en conséquence.

Chapitre V : Évolution du contrat et titularisation (Articles 18 à 24)

Article 18

Le contrat comporte une période d'essai de trois mois, renouvelable une fois pour une durée au plus équivalente.

Au cours de cette période, il peut être librement mis fin au contrat par l'autorité de recrutement sans indemnité ni préavis ou par l'agent sans préavis. Le licenciement en cours ou au terme de la période d'essai ne peut intervenir qu'à l'issue d'un entretien préalable. La décision de licenciement est motivée et notifiée à l'intéressé par lettre recommandée avec demande d'avis de réception ou par lettre remise en main propre contre signature.

Avant le terme de la période d'essai, l'autorité de recrutement vérifie avec le bénéficiaire du contrat et son référent scientifique l'adéquation de l'emploi occupé et de l'unité de recherche ou d'enseignement d'affectation avec le projet de recherche et d'enseignement. Si une nouvelle affectation est nécessaire, un avenant au contrat est établi. Dans ce cas, lorsque la convention de recherche et d'enseignement a déjà été conclue, elle est également modifiée en conséquence.

Article 19

A l'issue de la période d'essai, après avis de la commission consultative paritaire et après avis du référent scientifique, l'autorité de recrutement peut mettre fin au contrat en cas de manquement par l'agent aux obligations prévues à son contrat ou de faute disciplinaire.

Après la période d'essai, l'autorité de recrutement peut mettre fin au contrat en cas d'insuffisance professionnelle, après avis de la commission consultative paritaire et après avoir pris l'avis du référent scientifique.

Le licenciement intervient selon les modalités précisées aux articles 47, 47-1 et 47-2 du décret du 17 janvier 1986 susvisé.

Article 20

Sauf lorsque le licenciement intervient pendant la période d'essai ou pour faute disciplinaire, l'agent licencié avant le terme du contrat a droit à un préavis de :

- 1° Quinze jours pour les agents qui ont moins de six mois d'ancienneté ;
- 2° Un mois pour ceux qui ont une ancienneté comprise entre six mois et deux ans ;
- 3° Deux mois pour ceux qui ont une ancienneté d'au moins deux ans.

Article 21

L'agent informe l'autorité signataire du contrat de son intention de démissionner par lettre recommandée avec demande d'avis de réception ou remise en main propre contre signature. En cas de démission postérieure à la période d'essai, l'agent est tenu de respecter un préavis dont la durée est celle mentionnée à l'article 20.

En cas de rupture de l'engagement du fait de l'intéressé, l'autorité ayant procédé au recrutement peut, sans préjudice des droits moraux de l'agent, confier la poursuite du projet de recherche et d'enseignement à la personne de son choix. Le nom de l'agent reste mentionné dans les publications et exploitations de ces travaux.

Article 22

I. - Deux mois au plus tard avant le terme du contrat, l'aptitude professionnelle et le parcours de titularisation de l'agent sont examinés par une commission de titularisation dont les membres, y compris son président, sont désignés par l'autorité responsable de l'organisation du recrutement.

Pour l'agent ayant vocation à être titularisé dans un corps de professeurs relevant du titre V du livre IX du code de l'éducation, la commission de titularisation apprécie sa capacité à diriger des recherches au vu du haut niveau scientifique de l'agent, du caractère original de sa démarche dans le domaine de la science pour lequel il a été recruté, de son aptitude à maîtriser une stratégie de recherche dans un domaine scientifique ou technologique suffisamment large et, le cas échéant, de sa capacité à encadrer des jeunes chercheurs.

II. - La commission est composée d'au moins quatre membres et d'au plus six membres. Ils sont choisis en raison de leurs compétences, en majorité parmi les spécialistes du domaine de recherche considéré.

Sont considérés comme membres extérieurs à l'établissement les chercheurs, enseignants-chercheurs et personnels assimilés qui n'ont pas la qualité d'électeur pour les élections au conseil d'administration de l'établissement dans lequel l'emploi est à pourvoir.

III. - La commission de titularisation se prononce au vu du dossier de l'agent et après son audition. Le dossier de l'intéressé contient notamment le document de suivi du parcours de titularisation établi par le référent scientifique, l'avis de ce dernier sur l'aptitude de l'agent, ainsi que les observations le cas échéant apportées par l'agent. En cas de partage égal des voix, celle du président est prépondérante.

Si la commission de titularisation déclare l'agent apte à exercer les missions du corps dans lequel il a vocation à être titularisé, le chef de l'établissement, selon le cas :

1° Transmet son nom au ministre intéressé en vue de sa nomination par l'autorité compétente en qualité de titulaire dans le corps de professeurs concerné ;

2° Ou le titularise dans le corps de directeurs de recherche relevant de l'établissement.

Après titularisation, l'agent est affecté dans l'emploi qu'il occupait en tant que bénéficiaire du contrat.

Si la commission de titularisation estime que l'aptitude et le parcours de titularisation de l'agent révèlent des capacités professionnelles insuffisantes, le contrat prend fin.

Article 23

Si la commission de titularisation estime que l'intéressé n'a pas encore fait la preuve de capacités professionnelles suffisantes pour exercer les missions du corps dans lequel il avait vocation à être titularisé, l'autorité de recrutement prononce, compte tenu du calendrier du projet de recherche et d'enseignement et de la durée du contrat initial, le renouvellement du contrat pour une durée ne pouvant excéder une année dans la limite totale de six années. A l'issue de cette période, la commission de titularisation apprécie à nouveau l'aptitude professionnelle de l'agent dans les conditions prévues à l'article 22.

Article 24

La titularisation est subordonnée à l'engagement de servir dans la fonction publique civile ou militaire ou dans la magistrature ou dans un emploi relevant des services de l'Union européenne ou dans l'administration d'un Etat membre de l'Union européenne ou d'un autre Etat partie à l'accord sur l'Espace économique européen.

La durée de l'engagement de servir est égale à la durée du contrat dont l'intéressé a bénéficié, majorée, le cas échéant, des périodes de renouvellement.

En cas de refus de signature ou de rupture de l'engagement du fait de l'intéressé constatée par l'autorité de recrutement, celui-ci rembourse à l'autorité ayant procédé au recrutement 20 % de la totalité de la rémunération brute versée au cours du contrat en application du 6^e de l'article 12.

Ce remboursement est proratisé selon le nombre d'années accomplies au regard de la durée de l'engagement de servir.

Il peut être dispensé en tout ou partie de cette obligation :

1^o Pour les agents relevant d'un corps de professeurs relevant du titre V du livre IX du code de l'éducation, par arrêté du ministre intéressé ;

2^o Pour les agents relevant d'un corps de directeurs de recherche, par décision du chef de l'établissement public concerné.

Chapitre VI : Dispositions finales (Articles 25 à 26)

Article 25

A l'annexe 3 du décret n° 2018-1351 du 28 décembre 2018 relatif à l'obligation de publicité des emplois vacants sur un espace numérique commun aux trois fonctions publiques, au sein de la rubrique « Ministère de l'éducation nationale, enseignement supérieur recherche », il est ajouté la ligne suivante :

« décret n° 2021-1710 du 17 décembre 2021 relatif au contrat de chaire de professeur junior prévu par l'article L. 952-6-2 du code de l'éducation et par l'article L. 422-3 du code de la recherche ».

Article 26

La ministre de la transition écologique, le ministre de l'économie, des finances et de la relance, la ministre de la culture, la ministre de l'enseignement supérieur, de la recherche et de l'innovation, le ministre de l'agriculture et de l'alimentation, la ministre de la transformation et de la fonction publiques et le ministre délégué auprès du ministre de l'économie, des finances et de la relance, chargé des comptes publics, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret, qui sera publié au Journal officiel de la République française.

Fait le 17 décembre 2021.

Jean Castex

Par le Premier ministre :

La ministre de l'enseignement supérieur, de la recherche et de l'innovation,
Frédérique Vidal

La ministre de la transition écologique,
Barbara Pompili

Le ministre de l'économie, des finances et de la relance,
Bruno Le Maire

La ministre de la culture,
Roselyne Bachelot-Narquin

Le ministre de l'agriculture et de l'alimentation,
Julien Denormandie

La ministre de la transformation et de la fonction publiques,
Amélie de Montchalin

Le ministre délégué auprès du ministre de l'économie, des finances et de la relance, chargé des comptes publics,
Olivier Dussopt